

DU KEYNESIANISME AU LIBERTARIANISME.

LES TRANSFORMATIONS DU REGIME DU SAVOIR ECONOMIQUE AUTORISE DEPUIS
LES ANNEES 1970 : UNE APPROCHE PAR LA PLACE QUE LA MONNAIE Y TIENT

Bruno Théret (CNRS, IRISSO - université Paris Dauphine)*

<i>Introduction</i>	2
<i>I. L'ambivalence de la relation entre monnaie et discours économique autorisé</i>	6
La monnaie ad hoc, une monnaie faite de discours	6
Le fait monétaire, une monnaie qui travaille en permanence le discours des économistes	8
<i>II. Le travail de la monnaie au cœur de l'évolution des doctrines économiques dominantes : trois stratégies discursives</i>	9
Les « gens de finance ».....	10
Les « nouveaux classiques »	10
Les « autrichiens »	11
<i>III. La monnaie comme principe structurant d'une topographie du champ des économistes</i>	12
Neutralité ou non neutralité de la monnaie	13
Monopole ou concurrence monétaire.....	14
L'hégémonie intellectuelle de la <i>financial economics</i>	17
La radicalisation libertarienne de l'oligopole dominant la science économique	18
<i>IV. Libertarianisme et « survie » économique des économistes : de la doctrine à la gestion</i>	20
Du suicide théorique à la « contrerévolution » technoscientifique.....	20
La faille : pourquoi une économie relevant des sciences de la nature devrait-elle être performée ?.....	23
<i>Conclusion</i>	25
<i>Bibliographie</i>	25

* L'auteur tient à remercier Jérôme Blanc, Ludovic Desmedt, Laurent Le Maux, Jaime Marques Pereira et Pépita Ould Ahmed pour les longs échanges sur la question de la pluralité monétaire dans le cadre desquels les idées présentées ici ont été pour une large part élaborées. Il remercie également Agnès Labrousse pour ses remarques et suggestions stimulantes sur des versions antérieures de ce texte. Il n'en reste pas moins entièrement responsable du contenu de cet article, de ses éventuelles erreurs et insuffisances.

Introduction

En 1999, Frédéric Lordon énonçait que le programme de recherche régulationniste relatif au « régime des idées » - un programme fortement inspiré par l'approche des référentiels des politiques publiques développée par B. Jobert et P. Muller (Jobert et Muller, 1987) - avait entre autres « pour tâche d'éclairer cet oligopole du discours autorisé d'où seul peuvent émaner les discours légitimes sur la politique économique » (Lordon, 1999, 194)¹. Cet article s'inscrit dans ce programme de recherche et se veut une contribution à cette tâche. Il examine en effet l'évolution depuis les années 1970 du contenu du discours économique savant et rend compte de la prise de pouvoir dans ce champ discursif par l'oligopole libertarien² constitué par les trois « tribus » (Hoover, 1991) des économistes financiers, des macroéconomistes nouveaux classiques et des hayekiens.

En 2007, Alexandre Roig, dans sa thèse intitulée *La monnaie impossible : la convertibilité argentine de 1991*, démontait le processus d'autorisation du discours sur la monnaie dans le cas de l'Argentine des années 1990 alors auto-asservie à un régime de *currency board* (convertibilité libre au pair entre le peso argentin et le dollar étatsunien avec circulation libre de ce dernier dans l'économie nationale) qui devait l'entraîner en 2001-2002 dans une des plus graves crises sociales (monétaire, financière, économique et politique) de son histoire. En reconstituant la généalogie, Roig montrait la puissance paralysante du discours sur la monnaie faisant alors autorité : ce discours énonçait l'impossibilité de sortir de la convertibilité. Ce faisant, Roig mettait à jour ce que le discours sur la monnaie avait de spécifique par rapport au discours économique courant ; l'énoncé de cette impossibilité de sortie était moins l'expression ordinaire de la performativité du discours économique autorisé que le résultat du fait que ce discours parlait spécifiquement de monnaie et la mettait en position d'autorité souveraine immortelle. On ne pouvait en effet toucher à une monnaie bien ancrée dans une autorité extérieure incontestable – le dollar US - sans ébranler l'ensemble du corps social et

¹ Derrière les énoncés du référentiel de politique économique, il y a en effet « la caution légitimatrice de la science économique, les prescriptions des grands organismes internationaux, les exigences des marchés financiers, les propos “d'experts”, le tout relayé et consacré par la presse aussi bien financière que généraliste qui donne à tous ces discours la plus large audience et joue un rôle de première importance dans l'installation de ces énoncés comme “incontestable” corpus de la politique économique au sein de l'opinion publique” (Lordon, 1999, 179).

² Nous utilisons systématiquement dans ce texte le terme libertarien et non celui de néolibéral pour deux raisons. La première, d'ordre historique, est que le néolibéralisme est né dans les années trente et rassemblait alors un vaste ensemble d'économistes et autres scientifiques sociaux dont Commons aux USA, Keynes au Royaume Uni, les ordolibéraux allemands, et aussi Hayek. Il s'agissait alors pour eux de sauver le capitalisme libéral face au fascisme et au communisme en le rendant plus “raisonnable” (Commons) et moins dangereux pour l'ordre social (Keynes), et il fallait pour cela accepter l'injection d'une dose, plus ou moins forte selon les courants, d'intervention étatique. Or le “néolibéralisme” actuel se définit au contraire en opposition à toute intervention de l'Etat dans l'économie. Une deuxième raison est théorique : le nouvel oligopole discursif se constitue au départ sur la base d'un ultralibéralisme doctrinaire à l'aune duquel le monétarisme friedmanien et le libéralisme des partisans du *free banking* apparaissent interventionnistes, c'est-à-dire néolibéraux façon

remettre en cause l'ordre politique. Cet article est également un prolongement de cette réflexion sur la monnaie et la spécificité de sa place dans le discours savant des économistes.

En 2011, la conjoncture intellectuelle nous interpelle derechef sur ces deux questions du régime du savoir économique autorisé et de la place spécifique que la monnaie y tient. On dispose en effet désormais d'assez de recul pour constater que la crise financière de 2008, une crise d'ampleur considérable en plein cœur du système capitaliste mondial, n'a pas eu d'impact significatif sur les idées des économistes autorisés. La puissance paralysante du discours sur la monnaie et de ses implicites semble avoir contaminé le discours autoréférentiel hégémonique sur la finance des « gens de finance » (académiques, praticiens et académiques-praticiens) comme les appelle P. Merhling (2000) (*finance people*); il serait impossible de sortir de la globalisation financière. Un instant ébranlée, la *gens* financière a été vite rassurée par l'efficacité des opérations publiques de sauvetage du système, opérations qui étaient pourtant en totale contradiction avec les principes libertariens qui sont au cœur de ses théories et des prescriptions politiques qu'elle en déduit. La plèbe de la profession, dans laquelle se recrutent les économistes « attérés » par cet immobilisme aveugle aux faits observables, reste sans parole autorisée et, qui plus est, autorisante³ ; elle n'arrive guère à « faire l'opinion » et continue de subir la domination politique et symbolique de l'aristocratie de la profession pourtant largement autoproclamée et faillie au plan intellectuel.

Au principe de ce texte, il y a finalement l'idée qu'on peut tirer une leçon de la similitude entre le discours actuel selon lequel il est impossible de sortir de la globalisation financière, c'est-à-dire en fait d'un système monétaire international concurrentiel qui ne dit pas son nom (Théret, 2008)⁴, et celui

années 30.

³ Dans un régime autoréférentiel des idées, l'autorité autorisante (*authoritative*) – de type académique – qui est habilitée à juger de la véracité des idées et fonde en scientificité (intrônise) les discours autorisés (*authorized*) pouvant être tenus pour vrais, est celle qui détient l'autorité symbolique supérieure, c'est-à-dire celle qui se trouve reconnue, de gré ou de force, comme devant occuper le sommet de la hiérarchie des autorités discursives: l'autorité supérieure autorise l'autorité inférieure, elle même autorisante pour les niveaux plus bas dans la hiérarchie. Le « régime du savoir autorisé » est autorisant, il a force de loi, c'est un « ensemble de règles qui définissent ce qui peut être dit et qui peut le dire » (Roig, 2007, 105).

⁴ Pour Théret (2008a), la globalisation financière est en effet intimement liée à une nouvelle conception de ce qu'est ou doit être la monnaie, nouvelle conception qui exprime une transformation profonde du fait monétaire au stade financier et global actuellement atteint par le capitalisme. Au niveau international, l'autoréférentialisation des monnaies, phénomène propre aux Etats en capacité d'imposer leurs monnaies par fiat en les déclarant de cours légal, s'est généralisé au dollar US, de telle sorte que n'existe plus de véritable monnaie internationale permettant de stabiliser les valeurs relatives des monnaies nationales. Désormais ces valeurs relatives sont laissées au jeu de la concurrence et déterminées par des marchés financiers spécialisés supposés être parfaitement efficaces, c'est-à-dire capables de déterminer les valeurs vraies des monnaies à tout moment. Les très grandes fluctuations des taux de change entre les monnaies nationales, et notamment des plus importantes d'entre elles au niveau international, ont montré au contraire que les prix de marché des monnaies relèvent d'un grand arbitraire du fait qu'ils sont soumis à une logique financière qui en est venue à ne plus exprimer que le seul désir d'accumulation de richesse d'opérateurs financiers vivant dans un monde virtuel et purement autoréférentiel (Orléan, 1999 ; Knorr Cetina & Bruegger, 2002 ; Hessling & Pahl, 2006).

analysé par Roig concernant l'impossibilité de sortir de la convertibilité au pair du peso argentin avec le dollar US. Sur la base de cette croyance, l'Argentine a connu quatre années de grave récession, puis a sombré dans une crise totale – sociale, politique et économique – qui a finalement eu pour issue un changement radical de système monétaire (repésification) sans lequel le pays n'aurait pas pu être remis à flot. La leçon à en tirer serait alors que si les politiques économiques, monétaires et financières restent conformées par la « science normale » de l'actuel oligopole libertarien du discours autorisé, il faut s'attendre à un scénario de même type avec la présente crise structurelle de la globalisation financière. Initiée en 2008 par le défaut sur les dettes privées des ménages étatsuniens et ses conséquences dépressives sur l'économie mondiale, elle connaît déjà, tout particulièrement en Europe pour le moment, une nouvelle phase portant cette fois sur les dettes publiques des Etats. Or sans changement de logiciel intellectuel et de cadre de référence de la politique économique, l'issue de cette seconde phase ne pourra être que plus douloureuse encore que celle de la première portant sur la seule dette des ménages (dont les effets ne sont encore nullement résorbés), car les Etats eux-mêmes en défaut de paiement ne pourront plus empêcher l'enchaînement des faillites financières⁵. La sortie de cette crise impliquera alors une refonte complète du système monétaire international et donc, de toute façon, une remise en cause du pouvoir des gens de finance sur ce système. A vrai dire ceux-ci semblent peu s'en soucier, car peu leur importe le long terme et les conséquences sociales et politiques des crises économiques. Seul compte pour eux leur enrichissement au jour le jour, base de leur épanouissement personnel, la théorie économique les assurant que, ce faisant, ils œuvrent rationnellement pour le bien public.

Pour ne pas en arriver à une crise aussi périlleuse pour l'état du monde, pour pouvoir la prévenir et non pas n'avoir plus d'autre solution que de devoir, si possible, guérir les maux profonds qu'elle ne manquerait pas d'entraîner, il apparaît urgent et essentiel de comprendre et expliquer comment l'oligopole discursif libertarien qui préside aux destinées de la science économique depuis 40 ans a pu conquérir un pouvoir symbolique et politique quasi-absolu et prétendre grâce à cela, avec succès jusqu'à maintenant, immobiliser définitivement le mouvement de l'histoire. Seule une telle compréhension peut rendre ce pouvoir contestable et miner les arguments de pure autorité qui sont désormais les siens. Cet article, en présentant une description synthétique des transformations discursives qu'a connues à partir des années 1970, pour l'essentiel aux Etats-Unis, le champ académique de la science économique et financière, vise à apporter un éclairage sur cette question.

⁵ Cette idée est également défendue par François Morin (2011).

S'agissant de déstabiliser un pouvoir absolu, une pensée unique, un oligopole fermé, l'idée est de trouver la faille centrale de l'édifice discursif et de s'y introduire pour mieux comprendre la complexité de son fonctionnement, afin de frayer le passage à une critique de ce fonctionnement susceptible d'ébranler la structure d'ensemble de l'édifice. Or cette faille est évidente, elle est même reconnue par les penseurs les plus légitimes du champ, cette faille c'est la monnaie.

Le discours autoréférentiel de la science économique s'est construit une monnaie ad hoc. Mais le fait monétaire avec toute la variété de ses dimensions le travaille en permanence, lui rappelant ses apories. Pour autant la monnaie en tant que représentation symbolique du tout social reste faite de discours, ce qui permet précisément au discours économique de « travailler » les formes instituées de la monnaie et de modeler réellement le fonctionnement du système monétaire. La relation entre monnaie et discours économique autorisé est donc ambivalente et à double sens : la monnaie travaille le discours des économistes, elle est une force de contestation, de déstabilisation de la théorie économique dominante ; mais la monnaie en tant qu'institution est aussi faite de discours, elle est une abstraction ancrée dans un discours de fondation et de légitimation. Nous examinons cette double relation dans une première partie.

Nous pouvons alors dans une deuxième partie montrer comment la monnaie a travaillé le discours hégémonique des économistes à partir des années 1970 en déterminant trois stratégies discursives d'obédience libertarienne de son intégration dans la théorie économique.

On en déduit dans la troisième partie une topographie du champ des économistes qui permet de comprendre les principes structurant du nouvel oligopole du discours économique autorisé, lesquels vont évincer l'ancienne structuration de ce discours fondée sur la dite « synthèse néoclassique ».

Dans la quatrième partie, nous cherchons alors à éclairer le paradoxe de la survie d'une profession qui, convertie au libertarianisme, professe en fait son inutilité sociale, alors même que, loin de disparaître, elle prend au contraire une place de plus en plus importante dans le fonctionnement économique et politique de l'économie capitaliste de marché. Il s'agit ici non pas de proposer une analyse sociologique, en tout état de cause nécessaire mais encore à mener⁶, des changements

⁶ "Ensemble de contenus cognitifs, le référentiel doit aussi être saisi dans le fonctionnement de ses institutions concrètes. C'est là d'ailleurs le seul moyen de comprendre ce qui l'établit comme connaissance commune et comme connaissance sociale (...). (...) Le propre du référentiel en effet, c'est de s'exprimer par des paroles d'institutions et de mobiliser tous les capitaux symboliques dont celles-ci sont détentrices pour mieux se faire valoir comme discours autorisés." (Lordon, 1999, 179). En effet, " (...) l'élaboration du référentiel n'est pas l'affaire exclusive des 'producteurs symboliques', lecteurs et traducteurs de la théorie économique, propagandistes et relais d'opinion de toutes sortes. Le référentiel n'a de chance de s'établir comme vision du monde dominante que s'il rencontre la validation et le soutien actif de groupes sociaux suffisamment dotés en ressource de pouvoir pour en constituer quelque chose comme le bloc hégémonique. Un référentiel s'établit à l'articulation d'un domaine de la production symbolique et d'une coalition des intérêts dominants du moment.

organisationnels de la profession et des cadres institutionnels qui la structurent, changements concomitants à la mutation du référentiel des idées dominantes et associés à la conquête du pouvoir au sein du champ des économistes par l'oligopole ou bloc hégémonique libertarien. Il s'agit plus modestement de montrer comment les trois poles constitutifs de ce bloc ont résolu en pratique et en idées le paradoxe en question, puis de s'interroger sur les problèmes épistémologiques qui en résultent et qui sont susceptibles de miner son monopole d'autorisation du discours économique.

I. L'ambivalence de la relation entre monnaie et discours économique autorisé

Les économistes standards –classiques et néoclassiques- qui détiennent l'autorité dans le champ des économistes se méfient de la monnaie, ils en ont peur car ils y voient un corps étranger extrêmement difficile à intégrer, incorporer et digérer dans leurs théories qui supposent un fonctionnement parfaitement endogène de l'économie capitaliste de marché⁷. La monnaie qui est pourtant le symbole par excellence de la richesse est en fait exclue de la science économique qui se définit par ailleurs comme science des richesses.

La théorie économique dominante, à savoir la théorie néoclassique de l'équilibre général (TEG), considère en effet la monnaie comme un voile posé sur les échanges et les facilitant sans interférer avec eux ; la monnaie n'est qu'un simple numéraire « neutre » car n'intervenant pas dans les prix relatifs des marchandises entre elles. Mais c'est là une nécessité théorique inhérente à la TEG qui est dans l'impossibilité d'intégrer la monnaie dans son cadre axiomatique et ses modèles. Ce n'est pas un constat empirique car le réel de l'économie dément en permanence cette neutralité de la monnaie.

La monnaie ad hoc, une monnaie faite de discours

Pour la théorie économique dominante, la monnaie est fondamentalement exogène et représente a

Corpus d'idées, le référentiel n'est pas réductible à une saisie idéaliste. Il est aussi à sa manière l'expression d'un certain rapport de force dans lequel la confrontation des groupes sociaux et de leurs capacités respectives à imposer comme vision universelle la représentation qui correspond à leurs intérêts particuliers" (Lordon, 1999, 181-82). Sur ce point, cf. aussi Campbell, 1998.

⁷ "We economists should be cautious in applying "invisible hand" propositions – the theorems of optimality of competitive equilibrium that we love so much – to money and finance, especially international money and finance. Those theorems apply strictly to a single closed real economy, without money, presumably one where incredibly efficient multilateral barter determines relative prices and allocates resources over future times and states of nature. Fiat money does not figure in production or utility functions, so why it has a particular value or any value at all is one of those puzzles that economic theorists pose for themselves. Even more mysterious are the relative values (exchange rates) of various fiat moneys, none of which has intrinsic value. Since they are creatures of governments, it is not surprising that some government regulations are necessary to make them work. I certainly am not saying that we can dispense with governments or money. Quite the opposite. We do not in fact have moneyless efficient multilateral barter. I am simply saying against relying on a priori ideological shortcuts instead of pragmatic architecture" (Tobin, 1999, 74).

priori une interférence politique dans une économie d'échange qui, disposant d'une capacité intrinsèque à s'autoréguler, fonctionne de façon optimale lorsque cette autorégulation n'est pas perturbée par le jeu monétaire. Il s'en déduit pour le *mainstream* que la seule politique monétaire qui vaille d'un point de vue théorique est celle qui neutralise la monnaie en réduisant son pouvoir de perturbation des équilibres de marchés. Cette conception instrumentale de la monnaie s'accompagne ainsi de prescriptions concernant les règles d'émission monétaire et les règles de fixation des deux prix de la monnaie que sont le taux d'intérêt et le taux de change d'une monnaie dans une autre. Cette influence directe et à double sens⁸ entre théorie monétaire et politique monétaire et valeur de la monnaie montre qu'il existe une relation intrinsèque entre la monnaie telle qu'on peut la saisir en tant que fait économique et social observable, objectivé dans des moyens de paiement, institutionnalisé dans une architecture organisationnelle, et travaillé par une politique monétaire, et un régime performatif d'idées concernant ce qu'est et/ou doit être la monnaie⁹. La monnaie moderne n'est autre que l'idée qu'on s'en fait.

Cette relation est devenue totalement transparente dans le cas des monnaies contemporaines autoréférentielles puisque celles-ci ne sont plus que des signes, certes toujours portés par des supports matériels, mais dont la valeur économique est sans aucun rapport avec celle de ces supports. Dans ce cas, on peut aller jusqu'à dire que la valeur « substantielle » de la monnaie n'est autre que la valeur qui est reconnue au discours plus ou moins conceptuel ou idéologisé qui l'emporte dans l'opinion sur ce qu'est ou doit être une bonne monnaie, discours qui fonde la « foi sociale » dans sa solidité et sa liquidité¹⁰. Ceci est particulièrement net en ce qui concerne la crédibilité des politiques monétaires. Cette crédibilité n'est autre que celle des institutions monétaires construites par l'action collective d'individus et de groupes de créanciers et débiteurs en conflit autour des implications distributives – en termes d'accès à la monnaie - de ces politiques. Or cette action collective apparaît toujours adossée à, voire armée par des discours de théorie monétaire, et elle est soutenue par les producteurs de ces discours, lesquels producteurs sont eux-mêmes en lutte dans l'ordre symbolique discursif de chaque société pour la reconnaissance de leur discours comme seul autorisé à dire le vrai – la monnaie vraie - et devant faire de ce fait autorité (Roig, 2007). Ainsi les institutions monétaires, la forme institutionnalisée de la monnaie (Théret, 2008b), prévalant à une époque donnée incarnent à la fois le point de vue idéologique des vainqueurs et le compromis politique qu'ils ont du passer avec les vaincus

⁸ Bien souvent en effet, la théorie monétaire est en retard sur la politique monétaire et les pratiques des banquiers centraux. C'est notamment le cas des régimes actuels de ciblage de l'inflation qui ont été mis en place avant que d'être théorisés par les macroéconomistes Nouveaux Keynésiens (Mankiw, 2006, 40; Carré, 2009, ??).

⁹ Cette idée a déjà été développée par Jaime Marquès Pereira (à paraître) à propos de l'Amérique latine.

¹⁰ Sur la monnaie comme puissance sociale fondée sur une foi sociale, voir Orléan (2009).

pour inscrire leur victoire dans la durée.

C'est dans cette perspective d'une fondation des régimes monétaires dans des régimes d'idées concernant la monnaie et subséquemment la finance, que nous nous plaçons ici pour décrire le changement idéologique survenu depuis le début des années 1970, date où commence à décliner la pensée économique et monétaire keynésienne qui faisait alors autorité tant dans le champ de l'économie académique que dans le champ politique et de la politique économique. En même temps que la globalisation financière, en tant que régime monétaire international concurrentiel et autoréférentiel, se développe, le discours économique se transforme, les deux mouvements – le financier et l'intellectuel – s'entretenant intimement l'un l'autre¹¹.

Le fait monétaire, une monnaie qui travaille en permanence le discours des économistes

L'analyseur utilisé dans ce texte pour saisir les changements dans la pensée économique dominante depuis les années 1970 – à savoir la place que la monnaie tient dans les nouvelles théories et dans les nouvelles pratiques « économiques » des économistes - n'est pas le plus habituel. C'est plutôt l'usage des technologies statistiques et mathématiques (probabilités et économétrie) caractérisant la science économique depuis sa révolution stochastique qui a principalement préoccupé les chercheurs (Mirowski, 1989). On dispose ainsi de toute une série de travaux très pertinents et démonstratifs sur ce point, notamment celui tout récent de Michel Armatte (2010), qui montrent que la science économique *mainstream* est devenue une technoscience, une ingénierie économique qui repose sur l'idée que l'économie de marché peut être analysée comme n'importe quel phénomène physique ou biologique. On prend pour acquis ces travaux qui fournissent nombre de clefs de compréhension des faits de

¹¹ Cette relation intime entre le financier et le discours économique académique n'est pas nouvelle. P. Merhling la mentionne déjà pour la période qui précède : *“For the first decade or so after the war, most large corporations were self-financing, first out of accumulated war time surpluses and then out of retained earnings. Only small firms and new firms relied on external sources of finance. As time went by however, the need for external funds spread to larger firms, and the question therefore arose whether it was better to borrow or to issue additional equity shares. Modigliani-Miller (1958) can be understood as an early intellectual response to this question, indeed a bold statement about the irrelevance of capital structure that helped to break down generational resistance to external finance. Meanwhile, at the same time as corporations were beginning to tap capital markets, insurance companies and pension funds were rising in importance as a source of funds, and bringing a new demand for tools to understand the question of portfolio allocation. The work of Markowitz (1959) can be understood as an early intellectual response to this question. Following along these same lines, Lintner's CAPM (1965) can be understood as having emerged from practical problems in corporate finance, since Lintner was trying to show that the results of Modigliani and Miller would not survive extension to a world of risk. And Sharpe's CAPM (1964) can be understood as emerging from practical problems in investments, since Sharpe was trying to extend the Markowitz portfolio choice framework in order to make it more practically usable. In both cases, although the work could quite correctly be characterized as the application of economic thinking to a problem in finance, it was institutional change in the outside world that put the problem on the intellectual agenda in the first place. Modern financial theory grew up to provide answers to pressing practical problems posed by the recovery of private capital markets”* (Merhling, 2005).

discours qui nous intéressent ici.

Partir de la question monétaire pour saisir les transformations de la théorie économique concomitantes à la globalisation néolibérale est ici justifié du fait que, comme on l'a vu, elle est le talon d'Achille de la théorie économique néoclassique de l'équilibre général (désormais TEG) et de tous ses avatars. On est ici en effet au comble du paradoxe : alors que l'argent n'a jamais été aussi central dans le fonctionnement du capitalisme et de l'économie de marché, il est absent de la TEG qui est censée en expliciter les lois. Celle-ci, on l'a vu, est une théorie sans monnaie et sa crédibilité ne peut qu'en être entachée. Elle cherche donc à s'en procurer, c'est-à-dire à l'intégrer dans son cadre, ce qu'elle fait en recourant à la notion de « friction » introduite par J. Hicks dès 1935 et qui a ultérieurement fait florès. Par ce biais, se joue la capacité de la TEG à rendre compte du fait que l'économie observable est monétaire sans pour autant remettre en cause la théorie de la valeur qui lui est sous-jacente et qui veut que la monnaie soit inutile, si ce n'est en tant que pur numéraire censé ne jouer en rien dans les rapports « réels » de valeurs entre marchandises. Ainsi toute l'évolution historique des théories économiques étatsuniennes de l'après guerre peut être lue comme une série de tentatives successives et/ou concurrentes pour neutraliser ou éliminer cette « friction » qu'est la monnaie dans un cadre théorique qui la pose *a priori* comme insignifiante.

II. Le travail de la monnaie au cœur de l'évolution des doctrines économiques dominantes : trois stratégies discursives

Le champ de l'économie académique a connu une première restructuration aux USA dès les années 1950 et 1960 à partir d'une nouvelle conception de la monnaie envisagée dans son rapport à la finance (*New View*) que P. Merhling a qualifiée de « walrasianisme monétaire »¹² : dans quelle mesure la monnaie n'est-elle pas ou ne doit-elle pas être un actif financier comme un autre ? La rupture au début des années 1970 du régime monétaire international de Bretton Woods conduira à faire de cette pensée la nouvelle doxa qui justifie le passage de régimes monétaires keynésiens de « répression financière » (expression utilisée par R. McKinnon (1973) pour parler du contrôle étatique étroit de la finance de marché et des banques, et étendue à l'instauration de taux de changes fixes), à des régimes financiers monétaristes de « répression monétaire » (interdiction de plus en plus drastique faite aux

¹² "For better or for worse, postwar monetary theory therefore came to be structured around the ideas of money supply, money demand, and equilibrium. Postwar monetary debate was conducted in a language that may be called "monetary walrasianism"—walrasian in the sense that the economy was conceived as a set of simultaneous equations in which prices move to equate supply and demand for each good, and monetary in the sense that one set of equations was conceived as equating money demand and money supply. The work of Patinkin (1956), Modigliani (1963), Tobin (1969), and others

Etats d'émettre de la monnaie pour accommoder la croissance et réguler les conflits distributifs, et passage à des taux de changes flottants déterminés par les marchés financiers). En conduisant au renouveau et à l'essor des marchés financiers à terme, ce changement de régime monétaro-financier a permis aux théories économiques postulant des marchés autorégulateurs de s'épanouir et d'acquérir un statut de pensée autorisée au détriment de la pensée keynésienne et de la dite « synthèse néoclassique ».

Les « gens de finance »

Ce renouveau purement néoclassique s'est produit d'abord dès les années 1960 dans les *graduate business schools*, c'est-à-dire à l'extérieur de l'économie académique proprement dite. Il y a pris la forme d'une transformation de la *business finance* en *financial economics* (économie financière), discipline qui occupera ensuite une place de plus en plus importante au sein de la science économique (Whitley, 1986 ; Fourcade et Khurana, 2009). Les théoriciens de la finance proposent pour sauver la TEG une stratégie consistant non pas à chercher à intégrer la monnaie dans le modèle théorique, mais à rendre l'économie réelle conforme au modèle en éliminant la monnaie de la réalité.

Cet objectif paraît tout à fait réalisable aux gens de finance pour qui un système complet de marchés efficients peut prendre en charge les fonctions de paiement (liquidité financière) et de réserve de valeur (marchés à terme) de la monnaie. Pour les théoriciens et praticiens de la finance (qui sont d'abord des ingénieurs – concepteurs de produits financiers dont la préoccupation principale est d'optimiser le fonctionnement des marchés financiers), si la théorie dit que l'économie peut fonctionner sans monnaie, il est normal de tirer “*the conclusion that a natural way to test the theory would be to promote the institutional change it predicted, and to see if in fact there (is) room for that institutional change in the real world*” (Merhling 2005, se référant à Fischer Black). Il s'agit alors de faire advenir « un monde sans monnaie », sans fiat monnaie exogène à la logique du capital, monde où on paye ses achats et règle ses dettes avec des parts de fonds communs de placement dont la contrevaletur est évaluée au jour le jour sur les marchés de capitaux.

Les « nouveaux classiques »

Cela dit, cette approche financière de la monnaie – la *New Monetary Economics* (désormais NME) due à F. Black, E. Fama, R. Hall, L. Yeager, etc. -, même si elle a eu en pratique, surtout au niveau international, un impact certain est restée minoritaire¹³. Le développement de la théorie

became the canonical texts of postwar monetary walrasianism.” (Merhling, 2005)

¹³ Elle a été, malgré une certaine fascination pour le radicalisme de son interprétation de la TEG et de l'évolution des technologies monétaires, bancaires et financières, immédiatement considérée par le *mainstream* macroéconomique des

néoclassique a surtout été “marqué par la recherche des frictions adéquates pour que la monnaie puisse être choisie à l’équilibre” (Benetti, 2001). Cette recherche encore en cours, car destinée à rester infructueuse, même si elle se traduit par une multitude d’articles dans les revues les mieux classées du champ scientifique et fonde les carrières de nombreux économistes, a pris de multiples formes : construction de modèles d’équilibre général « à générations imbriquées », avec « *cash-in-advance* », de « prospection », « théorie des restrictions légales », etc. Cette nouvelle macroéconomie « monétariste mark II », comme l’a qualifiée J. Tobin, dont les penseurs de référence sont R. Lucas, N. Wallace, T. Sargent, F. Kydland, E. Prescott, R. Barro, etc., se veut « microfondée » sur les anticipations rationnelles d’agents privés optimisateurs omniscients, ce qui rend en théorie totalement inutile et même préjudiciable toute intervention de la puissance publique.

Les « autrichiens »

Mais, comme l’a souligné C. Benetti (2001), l’approche en termes de frictions trouve ses limites dans l’impossibilité de la TEG à abandonner l’hypothèse walrasienne d’un système centralisé de compte et de paiement par compensation. Ceci est aussi le point de vue des économistes d’obédience « autrichienne » qui, à la suite de C. Menger et de L. von Mises, et avec F. von Hayek, considèrent que la monnaie est un préalable, non neutre donc, au développement des échanges et de la production marchande, et rejettent la conception centralisée et statique de l’économie promue par la TEG :

« That perfect matching or correspondence of the individuals plans, which the theoretical model of a perfect market equilibrium derives on the assumption that the money required to make indirect exchange possible has no influence on relative prices, is a wholly fictitious picture to which nothing in the real world can ever correspond » (Hayek, 1976). « It is now recognized that general equilibrium theory does not incorporate money as a distinctive good with unique properties. In general equilibrium models, money is merely a numeraire. The numeraire has no properties distinguishing it in principle from the "nonmoney" goods in the model. Models in which money is merely the numeraire good are barter models in disguise. In addition, the "money" in such constructs is inevitably neutral in its effects. (...) Menger's money is much more than a numeraire or otherwise neutral economic institution. It is one of the driving forces of economic development, replete with real effects. » (O’Driscoll, 1985)

Cette conception autrichienne de la monnaie en tant qu’institution fondamentale du capitalisme, produit de la main invisible de la concurrence, a connu également une évolution dans les années 1970 avec la radicalisation dans un sens libertarien de la pensée de Hayek et ses propositions de dénationalisation des monnaies (Hayek, 1976 et 1979). En prônant l’application d’une concurrence non

années 80 comme trop “extravagant”: “their more extravagant claims appear to be exaggerated or wrong” (Brunner et Meltzer, 1985, 7). Cela ne sera plus le cas des Nouveaux Keynésiens comme McCallum et Woodford dans les années 2000 qui envisageront volontiers un monde sans monnaie (cf. infra).

régulée – car jugée autorégulatrice - entre émetteurs de monnaies qu'ils soient privés ou publics, les hayekiens en sont arrivés à récuser toute place à une “*base money*” et à un principe hiérarchique au sein du système bancaire. Ils rejoignent ainsi paradoxalement les “gens de finance” qui, bien qu'adeptes de la TEG, récusent eux aussi, on vient de le voir, l'idée de base monétaire exogène à l'économie. Ceci a ouvert les portes à des collaborations au sein de la NME entre les deux courants (Greenfield & Yeager, 1983 ; Yeager, 1997, 1999 et 2010 ; Cowen & Kroszner, 1987 et 1994).

Les anciens outsiders du keynésianisme de la synthèse néoclassique (monétaristes mark I à la Friedman et néo-mengériens partisans du *free-banking*) sont ainsi passés au centre du régime des idées de référence pour les politiques économiques, moyennant une radicalisation de leur position (la pensée financière est désormais d'obédience libertarienne et la pensée monétaire devient hayekienne mark II).

Au total, tant pour des raisons propres à la logique intellectuelle du champ des économistes qu'en raison de changements dans l'économie elle-même et son environnement politique, social et international, le discours à prétention scientifique sur l'économie a connu des mutations et une différenciation qui a été à l'origine de nouvelles alliances entre paradigmes. Aux Etats-Unis avant tout et pour l'essentiel, diverses stratégies “cognitives” se sont développées au sein de la science économique et financière en transformant ce champ dans un sens libertarien. Par delà leurs différences qui peuvent être radicales et conduire à des alternatives monétaires opposées, ces stratégies ont toutes porté en effet l'idée d'une nécessaire dérégulation bancaire et financière au profit du libre jeu des mécanismes de marché tant au niveau national qu'international.

III. La monnaie comme principe structurant d'une topographie du champ des économistes

Pour rendre compte de ce retournement par rapport à la configuration keynésienne précédente à partir d'un examen de la manière dont chaque courant de pensée a été conduit à concevoir la place de la monnaie dans l'économie, il est commode de se donner un référentiel analytique (cf. schéma suivant) formé par deux axes orthogonaux définis à partir d'une double opposition relative au rapport qu'entretiennent les économistes avec la monnaie. On peut en effet distinguer entre :

- d'une part, selon l'axe vertical (bas versus haut du schéma), les économistes qui croient ou ne croient pas à la théorie de l'équilibre général et donc à la neutralité de la monnaie;
- d'autre part, selon l'axe horizontal (gauche versus droite du schéma), entre “ceux du public” et “ceux du privé”, c'est-à-dire entre d'un côté les partisans d'une macroéconomie académique qui raisonne dans le cadre d'une économie unifiée (par une monnaie unique) et centralisée (par le

commissaire priseur walrasien ou l'Etat keynésien), de l'autre des écoles, périphériques à cette macroéconomie académique, qui partagent une conception privée et décentralisée de l'économie et où la monnaie n'est plus *a priori* unifiée mais éclatée quoique régulée par les vertus soit des marchés financiers (NME) soit du principe de concurrence (*Neo-Mengerian Economics*).

Neutralité ou non neutralité de la monnaie

Ainsi sur l'axe vertical du schéma s'opposent partisans et adversaires de la théorie de l'équilibre général quant au degré de neutralité conféré à la monnaie :

- il n'y a pas de neutralité pour les keynésiens ni pour les « autrichiens », et c'est pour cela qu'en fonction de leurs préférences politiques, les premiers sont conduits à la placer sous contrôle de l'Etat, et les seconds au contraire à vouloir la “protéger de la politique” (O'Driscoll, 1989);
- la neutralité de la monnaie est en revanche fondamentale pour les néoclassiques. Pour les monétaristes “mark I” (i.e. friedmaniens) et « mark III » (Nouveaux Keynésiens - désormais NK - parfois qualifiés aussi de « nouvelle synthèse néo-classique »¹⁴) et plus largement dans le “walrasianisme monétaire” de la (première) synthèse néoclassique (qui incluait la plupart des keynésiens étatsuniens), la monnaie est neutre à long terme mais pas à court terme, ce qui justifie une intervention publique stabilisant le niveau général des prix (la valeur de l'unité de compte). En revanche, la monnaie est neutre aussi bien à court terme qu'à long terme (en cohérence avec les présupposés de la TEG) chez les Nouveaux Classiques (désormais NC)¹⁵ et pour la NME¹⁶ (on peut parler de super-neutralité pour les NC et d'hyperneutralité

¹⁴ Expression due à Goodfriend & King (1997). Les NK, soit la majorité des macroéconomistes en place dans les institutions monétaires, sont en fait des néo-monétaristes car ils ne croient plus à la neutralité à court terme de la monnaie et réhabilitent la notion de friction (rigidités de certains prix, notamment des salaires) pour justifier la nécessité d'une politique monétaire de contrôle de l'inflation. Ils n'en conservent pas moins l'essentiel de la boîte à outil NC (anticipations rationnelles, agent représentatif, fondements micro de la macroéconomie, homogénéité des comportements, etc.) et proposent en conséquence comme règle monétaire non plus le contrôle du taux de croissance d'un agrégat de masse monétaire, mais un ciblage du taux d'inflation par la manipulation du taux d'intérêt. Ils n'ont en fait rien de véritablement keynésien, au mieux ils défendent un retour à la première synthèse néoclassique-Keynésienne (cf. Mankiw, 2006), leur conception tant du chômage que de la monnaie et de la finance étant NC, voire NME (sur ces points cf. Widmaier, 2003 et 2005; Van der Ploeg, 2005; Carré, 2009; Braun, 2010).

¹⁵ “*Money neutrality might be reconciled with the appearance of a short-term stimulus from a monetary expansion*” (Lucas, 1995). “*Friedman's theory of the inflation process implies that money is neutral, but only in the longer run. (...) The New Classical go further: money is neutral in the shorter run as well* (Lucas, 1972). *Rational expectations implies that agents understand the connection between money and the price level and that they correctly anticipate the systemic components of government monetary policy. Continuous optimization implies that they use this information to discriminate between nominal and real changes. Only real changes affect their real decisions. Actual shorter-run non-neutralities are the result of random shocks, say in government monetary policy, which could not be anticipated. Their effect disappears as soon as it is realized that they have occurred*” (Hoover, 1984). *En fait l'hypothèse d'anticipations rationnelles rabat le long terme sur le court terme: “the new classicals use the rational expectations hypothesis as a means of bringing optimization into the analysis of economic dynamics and that, in their hands, this has the effect of collapsing the distinction between the long run and the short run (...)”* (ibid.).

¹⁶ Pour F. Black, penseur majeur de la *financial economics* et initiateur de la NME, “*money in equilibrium*” is “*essentially*

pour la NME car dans celle-ci il n'y a plus de base monétaire, plus de « *money as we know it* ») ; toute intervention de la puissance publique est alors proscrite.

Monopole ou concurrence monétaire

L'axe horizontal du schéma renvoie quant à lui au degré de décentralisation de l'économie sur lequel les différentes théories sont fondées, la macroéconomie qu'elle soit keynésienne ou néoclassique, ou encore Nouvelle Classique (NC) ou Nouvelle Keynésienne (NK), s'opposant ici à la *financial economics* et à l'approche autrichienne qui font jouer un rôle central aux échanges décentralisés sur les marchés et à la concurrence. Au plan monétaire cela se traduit par le fait que :

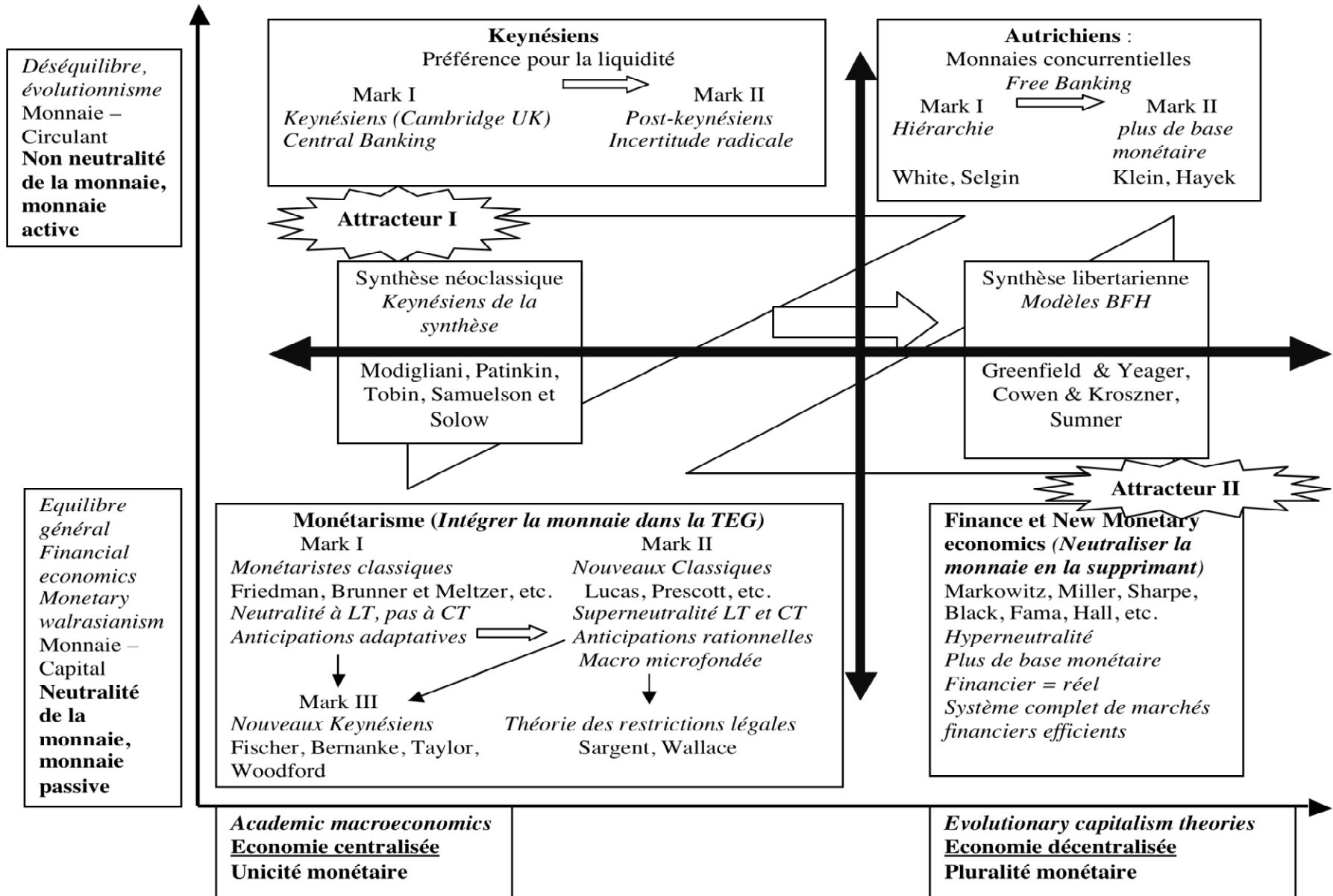
- du côté des approches en termes d'équilibre général, la théorie quantitative de la monnaie qui est au cœur de la macroéconomie néoclassique est totalement rejetée par la NME qui pose un "monde sans monnaie" - en fait sans monnaie étrangère à la pure logique des marchés financiers - de telle sorte qu'un agrégat monétaire censé représenter une quantité totale de monnaie est sans signification et impossible à concevoir (Black, 1970);
- et du côté des approches en termes de déséquilibre qui ne postulent pas la neutralité de la monnaie, l'opposition sur cet axe est entre les keynésiens qui posent une monnaie publique centrale et unique, et les "autrichiens" pour qui la monnaie doit être plurielle et le fait d'émetteurs privés et publics soumis à la même discipline de la concurrence (Hayek, 1976 et 1978).

A partir de cette double opposition, on peut assimiler le basculement des régimes monétaire et financier du type « keynésien » au type « libertarien » à un changement de bloc hégémonique au sein de la technoscience économique. S'est opérée en effet, lors de ce basculement, une reconfiguration des alliances entre divers paradigmes postulant à la position de pensée autorisée et autorisante (orthodoxie). Dans le même mouvement a émergé un nouveau paradigme - l'économie financière - jouant le rôle d'attracteur pour l'ensemble du champ (attracteur II dans le schéma suivant), alors que s'effaçait le paradigme qui jouissait jusque là de ce rôle - le keynésianisme des origines (attracteur I). Ainsi à la synthèse keynésiano-néoclassique qui fournissait un référentiel commun y-compris pour les monétaristes friedmaniens et les "autrichiens" partisans du *free-banking*, succèdent de nouveaux

just a unit of measurement. (...), equilibrium is a state in which all forms of wealth are equally and fully liquid, so that (...) there is nothing for money to do except provide a unit of account" (Mehrling, 2000). "In Black's general equilibrium, value is measured by an arbitrary unit of account that has no effect on equilibrium. The consequence is that price levels and exchange rates are not determined by the theory and can, in principle, be anything at all. (...) "In modern economies, the inflation rate is indeterminate. It can be whatever people think it will be a pure case of self-fulfilling expectations". In Black's view, (...) fixing the quantity of money has nothing to do with it, and would be inconsistent with equilibrium." (ibid., 2000).

compromis discursifs permis d'une part par des évolutions propres à chacun des paradigmes préexistant, d'autre part par l'émergence de l'attracteur qu'est la nouvelle sous-discipline de la *financial economics*, laquelle développe son propre modèle d'équilibre général et affirme son pouvoir hégémonique sur l'ensemble du discours économique.

TRANSFORMATION DU STATUT DE LA MONNAIE DANS LE CHAMP DES ECONOMISTES (USA APRES 1945)



L'hégémonie intellectuelle de la financial economics

Cette hégémonie politique de la finance de marché sur l'ensemble du champ des économistes aux USA est apparue d'abord discrètement dans le classement du logement en tant qu'actif financier et non plus en tant qu'élément central de la consommation (Braun, 2010, 21-24). La hausse du prix du logement est désormais considérée comme un accroissement de richesse qui permet alors un développement massif du crédit aux ménages, lequel entretient la demande de logements et donc la hausse de leurs prix selon une boucle réursive. Cette hausse de prix n'étant plus incluse dans l'indice du coût de la vie à partir duquel est calculée l'inflation, le marché immobilier est ainsi placé en dehors de toute régulation par la politique monétaire si ce n'est très indirectement et avec retard via la hausse des loyers¹⁷, celle-ci étant désormais cadrée par un régime néo-monetariste de ciblage de l'inflation via la manipulation du taux d'intérêt.

L'hégémonie des gens de finance s'est ensuite affirmée et est devenue de plus en plus évidente au fur et à mesure que de plus en plus d'économistes NC se désolidarisèrent de l'extrémisme lucasien concernant l'absence de friction monétaire et s'affichèrent en tant que NK en admettant que l'évolution des prix des actifs financiers avait, via le crédit, un fort impact sur la hausse de la masse monétaire et donc sur l'inflation "réelle"¹⁸. En effet, paradoxalement, bien que conscients de cette influence importante de la finance sur l'émission monétaire, les NK, dont Bernanke - l'actuel Président du Fed, ont continué et continuent encore à considérer que celui-ci ne doit pas s'immiscer dans le fonctionnement des marchés d'actifs financiers.

*They deny that the performance of monetary policy can be improved by incorporating asset prices into the reaction function of the central bank. (...) New Keynesian macroeconomic practice thus rests on a fundamental distinction between the real and the financial sectors of the economy and their ways of attaining equilibrium. On the one hand, the real sector is modeled as deviating from the theoretical benchmark of the perfect market by 'suffering' from frictions on goods and labor markets. Due to these frictions, the system fails to adapt instantaneously to shocks and thus may deviate from its equilibrium point, characterized by the natural rate of unemployment (or potential output). In order to maintain or restore equilibrium, the Fed constantly manipulates the price of short term money, the federal funds rate. On the other hand, **the New Keynesian model of***

¹⁷ C'est en effet l'indice du prix des loyers qui est alors incorporé dans l'indice du coût de la vie. Or au sommet de la bulle immobilière de 2008, la hausse du prix du logement depuis 1992 représentait cinq fois celle des loyers (Braun, 2010, 22).

¹⁸ "The New Keynesian debate on the role of asset prices for monetary policy was launched by an influential article by Bernanke and Gertler (1999), in which the authors emphasize the connection between asset markets and the real economy via the "balance sheet channel". (...) Ironically, the New Keynesian DSGE models that came into use at the Fed and other central banks a few years later did not differ much from the 'benchmark neoclassical model' in this respect." (Braun, 2000, 18). En effet, bien qu'ils suggèrent que les banques centrales "should treat price stability and financial stability as consistent and mutually reinforcing objectives", (Bernanke and Gertler) "deny that the performance of monetary policy can be improved by incorporating asset prices into the reaction function of the central bank. According to them, a policy of "flexible inflation targeting" is sufficient in that it aggressively stabilizes demand and thus indirectly responds to asset price induced wealth effects." (ibid.). Dès 1973, les néo-mengériens Alchian et Klein insistaient sur ce point et la nécessité de comptabiliser l'inflation des actifs dans l'indice général des prix (Alchian et Klein, 1973).

the financial sector ignores frictions and assumes perfect information and competition. Therefore, intervention by the central bank is neither desirable nor, in fact, possible. (Braun, 2010, 19).

Comment mieux dire que la « gouvernabilité nouvelle keynésienne », pour parler comme Braun (2010), dont les tenants considèrent plus souvent qu'autrement que les banques centrales ont pour mission d'assurer la stabilité financière et non simplement monétaire (Schmidt-Hebbel, 2011), trouve immédiatement ses limites dans l'acceptation par les macroéconomistes NK de l'hégémonie de la *gens* financière, laquelle non seulement reste donc en dehors de tout contrôle public, mais aussi continue de « réguler » les pouvoirs publics via la gestion de leurs dettes.

La radicalisation libertarienne de l'oligopole dominant la science économique

En résumé, les évolutions internes aux anciens paradigmes ont pris la forme d'une radicalisation des positions néoclassiques et autrichienne dans un sens libertarien.

Chez les néoclassiques, l'opposition à toute régulation étatique s'impose avec le passage d'un monétarisme interventionniste à la Friedman à un monétarisme libertaire à la Lucas. Les monétaristes connaissent en effet une « révolution » NC qui fait que les « anticipations adaptatives » (Friedman) deviennent « rationnelles » (Muth, Lucas, Prescott); ils s'attellent à microfonder la macroéconomie et neutraliser la monnaie complètement, c'est-à-dire à court comme à long terme. Quant aux NK, ce sont des NC qui ne veulent pas rester dans les tours d'ivoire de l'académisme (Mankiw, 2006)¹⁹ ; certains d'entre eux reconnaissent par ailleurs être sensibles au pouvoir de séduction des sirènes les plus « *extravagant* » de la NME, notamment de celle qui porte le joli nom de « *world without (base) money* » (comme dans le conte de l'équilibre général naturel du monde capitaliste qu'on raconte aux économistes débutants), ou avec très peu de cette monnaie (Woodford, 1998 et 2000 ; McCallum, 2004 et 2010)²⁰.

Chez les « autrichiens », la théorie du *free-banking*, qui fait encore place à un principe hiérarchique de régulation, cède du terrain face à celle de la dénationalisation des monnaies prônée

¹⁹ « (...) *It is remarkable that the new Keynesians were, by temperament, more inclined to become macroeconomic engineers than were economists working within the new classical tradition. Among the leaders of the new classical school, none (as far as I know) has ever left academia to take a significant job in public policy. By contrast, the new Keynesian movement, like the earlier generation of Keynesians, was filled with people who would trade a few years in the ivory tower for a stay in the nation's capital. Examples include Stanley Fischer, Larry Summers, Joseph Stiglitz, Janet Yellen, John Taylor, Richard Clarida, Ben Bernanke, and myself. The first four of these economists came to Washington during the Clinton years; the last four during the Bush years. The division of economists between new classical and new Keynesians is not, fundamentally, between the political right and the political left. To a greater extent, it is a split between pure scientists and economic engineers.* » (Mankiw, 2006, 37). Si on suit Mankiw, les NC sont les scientifiques, les NK les ingénieurs qui appliquent la science pure des NC en tenant compte des frictions de l'économie réelle : « *From the standpoint of science, the greater rigor that the new classical offered has much appeal. But from the standpoint of engineering, the cost of this added rigor seems too much to bear* » (ibid., 38).

²⁰ Woodford va jusqu'à penser qu'une politique monétaire peut se concevoir sans monnaie (Woodford, 2000; Carré, 2009).

par un Hayek converti à la religion libertarienne de la concurrence généralisée ; celle-ci ne laisse plus aucune place à une quelconque régulation externe, la concurrence étant vue comme le principe même de cette régulation (elle est la solution et non pas le problème). Cette évolution permet aux « autrichiens » de trouver un terrain d'entente avec la NME qui émerge simultanément dans le sillon du développement académique de l'économie financière.

Chez les keynésiens également, mais en ce qui les concerne en opposition au nouveau néolibéralisme dominant, on observe la marginalisation des keynésiens classiques et l'affirmation d'un post-keynésianisme où la notion d'incertitude radicale et la réflexion sur la monnaie occupent une place centrale²¹.

Sur la base de ces transformations, un bloc hégémonique des *believers in laissez-faire* (BLF) s'est constitué au sein du champ des économistes dès les années 1970 et 1980 au travers d'une série de compromis et d'emprunts réciproques entre *New Classical*, *Financial Economics* et Hayekiens (Kessler, 2010). C'est un bloc politique fondé sur une idéologie commune²² et non une nouvelle synthèse à caractère scientifique. Ses trois courants développent en effet des approches de la monnaie qui sont contradictoires au plan théorique, et il n'y pas de consensus scientifique entre eux, même si, au détriment de la cohérence interne de chacun des paradigmes, des modèles *ad hoc* n'en tentent pas moins au cours du temps de rapprocher les positions théoriques - entre « autrichiens » et NC, dans les modèles dits de *search* (Iwai, 1996) ; entre NC et NME, via la théorie des restrictions légales (Wallace, 1983); entre NME et « autrichiens », dans le modèle BFH du *Yeager-Greenfield System* (Greenfield & Yeager, 1983) et les *Explorations* de Cowen et Kroszner (1994).

Au plan anthropologique, on peut interpréter ce bloc BLF en utilisant, moyennant une légère extension de sa portée, l'épistémologie économique proposée par Kevin Hoover (1991) pour analyser le développement des NC. Hoover récuse tant l'approche de Kuhn en termes de paradigmes (notion qui selon lui est mésinterprétée) que celle de Lakatos en termes de programmes de recherche (dont il est impossible en pratique, à ses yeux, de déterminer le soi-disant "cœur"); il propose à la place une approche ethnographique en termes de tribus structurées par des liens de parenté et de consanguinité synchroniques et diachroniques, et échangeant avec d'autres tribus proches tout en ignorant les tribus plus lointaines. Dans cette perspective, le bloc BLF peut être vu comme une

²¹ On laisse ici de côté les évolutions propres aux courants institutionnalistes dans la mesure où ceux-ci n'ont pas, après 1945, constitué aux Etats-Unis des courants importants du champ de l'économie académique en matière monétaire. En fait leurs conceptions de la monnaie ont été largement intégrées dans les approches keynésiennes (par Keynes lui-même) et post-keynésiennes (par Hyman Minsky notamment) (Tymoigne, 2003; Whalen, 2008a et b; Thabet, 2009; Kates, 2010; Sinapi, 2010). Quant aux néo-institutionnalistes, en tant qu'institutionnalistes néoclassiques, ils ignorent la monnaie et ne s'intéressent qu'à la finance.

²² "It is thus a shared outlook, i.e. a common set of attitudes and beliefs (without necessarily shared methodologies or theoretical perspectives) which strongly suggests that the BLF are the joint upholders of an ideology" (Kessler, 2010)

fédération ou une confédération de trois tribus d'économistes intérieurement divisées en plusieurs familles; malgré des "cultures" hétérogènes, ces trois tribus (les "classiques" plus ou moins "nouveaux", les "gens de finance", et les "autrichiens") échangent entre elles et mènent une action collective commune sur la base de croyances et valeurs partagées – celles du libéralisme économique classique : elles forment ensemble un « oligopole du discours autorisé ». Ces tribus aristocratiques et leur fédération sont en revanche en relations distendues, voire en guerre avec toutes les autres tribus que compte le monde des économistes (les keynésiens, les postkeynésiens, les institutionnalistes, les historiens de la pensée, les historiens des faits) et qui en constituent actuellement la plèbe, les basses classes les moins bien dotées en ressources symboliques, économiques et politiques.

IV. Libertarianisme et « survie » économique des économistes : de la doctrine à la gestion.

La radicalité des économistes BLF, dans leur déni commun de toute légitimité à l'intervention de l'Etat tant sur les marchés financiers que sur la politique monétaire et le chômage, les a rapidement confrontés à une contrainte de survie de leur profession. En effet, par leur discours libertarien qui veut que ni le marché, ni l'Etat n'aient besoin de leurs savoirs, les élites hégémoniques de la macroéconomie et de l'économie financière délégitiment leur existence même, leur inutilité sociale découlant logiquement de leur théorie. Le marché ne s'autorégule-t-il pas lui-même, et l'Etat n'est-il pas censé ne rien pouvoir faire qui ne soit anticipé par le marché et soit donc susceptible de le détourner de son fonctionnement optimal naturel ? La science économique néolibérale est ainsi *a priori* travaillée par le paradoxe de sa propre existence : elle s'autodéfinit comme discours incapable de produire une valeur ajoutée par rapport aux mécanismes spontanés qui, selon elle, font que l'économie et la société sont normalement à l'équilibre ou autorégulées en dynamique (pour les « autrichiens »). Comment expliquer dans ces conditions que les économistes BLF n'aient jamais été aussi présents au cœur même de l'activité économique et sur la scène politique ?

Du suicide théorique à la « contrerévolution » technoscientifique

On peut penser que le développement de l'activité des économistes académiques en tant qu'agents économiques et non plus seulement en tant que scientifiques (voir encadré suivant), s'explique précisément par la réduction subséquente des débouchés purement académiques (internes) de la profession que son discours hégémonique fonde en légitimité. Cependant l'économie et la finance académiques ne sauraient être considérées comme des disciplines en voie de disparition. En fait, pour sortir du paradoxe intellectuel dans lequel ils se sont enfermés, les

économistes BLF ont atténué leur radicalité et effectué des ajustements épistémiques. Ceux-ci diffèrent selon les écoles et notamment leur degré d'académisme.

Chez les macroéconomistes NC en poste dans les départements d'économie des plus grosses universités américaines, l'ajustement s'est fait par un retour en arrière (une « contre-révolution »²³). Suite aux crises financières internationales qui se sont succédées à un rythme rapide dans les trois dernières décennies, la majorité des NC se sont repliés, on l'a déjà évoqué, sur une position “nouvelle keynésienne” (NK) qui consiste à revenir à un monétarisme à la Friedman justifiant l'existence d'une politique monétaire. L'idée d'une non neutralité à court terme de la monnaie est donc abandonnée, mais sans que soit remis en cause le cadre théorique des anticipations rationnelles qui l'invalident pourtant *a priori*. Les NK admettent que les marchés ne sont pas parfaitement efficaces en raison de rigidités affectant certains prix (essentiellement celui du travail). L'utilité sociale des économistes est ainsi restaurée : elle réside dans leur capacité à conduire l'économie, par delà ses frictions, vers l'état idéal décrit par la TEG. C'est sur cette base scientifique bancaire mais idéologiquement viable que les macroéconomistes NK-NC sont appelés à peupler les postes les plus élevés (présidents, *Chief economists*, etc.), rémunérés hors normes communes, des grandes institutions financières publiques nationales (Banques centrales, *Council of Economic Advisers*, etc.) et internationales (FMI, World Bank, BID, OMC, OCDE, etc.), avant d'éventuellement migrer dans de grandes banques privées²⁴.

Du côté des « gens de finance » peuplant les plus prestigieuses *business schools* des universités américaines, on se veut aussi tout autant praticien que théoricien, car il s'agit de transformer la science économique en ingénierie financière. L'économiste-ingénieur est chargé de créer des technologies permettant d'optimiser l'exploitation des ressources de l'économie capitaliste (considérée comme un ensemble de ressources naturelles et donnée dans ses lois par la TEG), c'est-à-dire en d'autres termes, de produire des innovations financières censées permettre de passer à des états sociaux d'équilibre général supérieurs. En ce cas, c'est l'hypothèse d'efficience

²³ “The work was not revolutionary, but it was not trying to be. Instead, it was counterrevolutionary; Its aim was to defend the essence of the neoclassical-Keynesian synthesis from the new classical assaults” (Mankiw, 2006, 11)

²⁴ En dépit du grand nombre de candidats pour ces places, on peut décerner des *Awards* de meilleur archétype NK de conversion de capital tous azimuts entre les sphères académique, économique-financière et politique à : 1/Lawrence Summers, professeur à *Harvard University* dont il a été président (2001-2006) après avoir été *Chief Economist* à la Banque mondiale, puis secrétaire au Trésor de Bill Clinton, et qui a défrayé la chronique en 2008 du fait des 5.2 millions de dollars qu'il a encaissés cette année-là pour ses activités dans le *Hedge Fund* D.E. Shaw & Co. et les services rendus à diverses banques de Wall Street (émoluments pour “*speaking appearances*” – dont une “compensée” 135 000 \$ par Goldman-Sachs & Co) (Connor & Skomarovsky, 2008; Mckinnon & Farnam, 2009; Ferguson, 2010); et 2/Stanley Fisher, plus discret car apparemment plus séquentiel dans ses conversions, professeur à l'université de Chicago (1969-1973) puis à la *Sloan School of Management* du MIT (1977-1988) et actuel président de la Banque centrale d'Israël (depuis 2005), passé entre temps par la Banque mondiale (*Vice President and Chief Economist*, 1988-1990), le FMI (*First Deputy Managing Director*, 1994-2001) et Citigroup (*Vice Chairman, President of Citigroup International, and Head of the Public Sector Client Group*, 2002-2005) quitte à temps avant sa faillite, et finalement candidat malheureux à la présidence du FMI en 2011, car atteint par la limite d'âge.

(informationnelle) intrinsèque des marchés qui doit être relâchée pour assurer la légitimité du développement « industriel » de la finance académique²⁵. Sur la base de ce relâchement, les financiers universitaires peuvent prétendre tirer leur utilité sociale de leur capacité à rendre les marchés effectivement efficaces en créant eux-mêmes, pour cela, des firmes financières et/ou en se faisant embaucher par les grandes banques privées, les bourses de valeurs et autres *mutual funds*, *hedge funds*, agences de notation, firmes de conseils, etc. (cf. encadré suivant)²⁶.

Quelques exemples de pères fondateurs de la *gens* financière académique et praticienne

On ne peut ici que donner quelques exemples, car un travail systématique reste à faire, en rappelant d'abord le rôle de Milton Friedman (Prix « Nobel » 1976) comme d'autres membres du Département d'économie et de la *Graduate School of Business* de l'université de Chicago tel Merton Miller (Prix « Nobel » 1990), dans le développement des deux marchés de *futures* de Chicago entre 1971 et 1973 (Melamed, 1972 et 1996 ; Bernstein, 1992; Mackenzie, 2003). Mais la rémunération de 5000 \$ payé à Friedman pour son Mémoire de soutien à l'initiative de Melamed, Directeur du *Mercantile Exchange*, auprès du Secrétaire au Trésor, paraît dérisoire comparé à ce que sont devenues les rémunérations « annexes » des académiques à partir des années 1980, quand bien même on peut penser qu'elle a en quelque sorte ouvert la boîte de Pandore. Autres exemples, les cas des pères fondateurs de la NME. Penseur séminal du « monde sans monnaie », mais également « l'un des pères fondateurs de l'ingénierie financière moderne » découvreur en 1973 avec Myron Scholes et Robert Merton (Prix « Nobel » 1997) d'une formule de tarification des options qui a révolutionné la finance (McKenzie, 2001), Fisher Black a en fait commencé sa vie professionnelle comme consultant financier, puis après avoir circulé entre le MIT de Harvard et la *Graduate Business School* (GSB) de l'université de Chicago, a fini sa carrière précocement par une dizaine d'années passées chez Goldman-Sachs (Merhling, 2005). Quant à E. Fama, père fondateur lui aussi non seulement de la NME, mais surtout de la théorie de l'efficacité informationnelle des marchés financiers, il a également eu le souci de « transformer la science en pratique » : dans son CV académique (2007), à la rubrique *Work Experience*, il apparaît très discrètement, car noyé au milieu de multiples fonctions académiques, qu'il est aussi depuis 1982 membre du *Board* des directeurs, Directeur de la recherche et membre du *Investment Strategy Committee* de la firme *Dimensional Fund Advisors*, créée en 1981 et qui gère actuellement plus de 228 milliards de dollars de fonds dans le monde entier. En fait Fama est l'inspirateur intellectuel de cette firme globale créée par D. Booth, son actuel *CEO*, et R. Siquetfield, deux anciens étudiants de la GSB de Chicago; par ailleurs, son fils, Eugene Fama Jr, en a été le vice-président jusqu'à tout récemment. Il est intéressant de noter qu'en retour, Booth a donné son nom en novembre 2008 à la GSB moyennant « \$300m - *the largest donation ever made to a business school* », une somme qu'il considérait « moins comme un don que comme un dividende » (Weitzman, 2009). Le *Board* des directeurs de *DFA* a accueilli et accueille toujours nombre de sommités de la GSB de Chicago (dont Merton Miller), ainsi que d'autres grands noms de la finance académique (dont Merton et Scholes récupérés ici après leur faillite avec LTCM, cf. infra). Enfin, le troisième père putatif de la NME, R. Hall, est un macroéconomiste de Stanford, membre de la *Hoover Institution*; outre diverses activités de consultant, il a créé en 2001 une firme fabriquant des indices boursiers, *Sand Hill Econometrics*, avec sa femme, Susan Woodward, économiste financière antérieurement *chief economist* de la *SEC*

²⁵ Sur l'utilisation accommodante qui est faite en pratique de l'hypothèse d'efficacité des marchés, en raison du fait qu'elle ne fait pas bon ménage avec la figure de l'investisseur individuel faisant le marché, cf. Ortiz (2009).

²⁶ Voir également Epstein & Carrick-Haggenbarth, 2010 ; Ferguson, 2010, et son film documentaire *Inside Job* (2010); divers numéros de la *Real-World Economics Review* <http://www.paecon.net/PAERreview/>

(l'agence US de régulation des bourses de valeurs) et du *Department of Housing and Urban Development*, spécialisée en *mortgage finance*, puis vice-présidente et *chief economist* de *OffRoad Capital*, banque d'investissement en *private equity*.

Enfin, du côté des « autrichiens », les plus libertariens mais sans doute aussi (sous réserve d'inventaire) les moins impliqués dans des activités économiques extra-universitaires, on tempère la radicalité hayekienne quant aux vertus autorégulatrices du principe de concurrence en lui imputant de possibles coûts sociaux qu'il est souhaitable de réduire *a priori*. D'où un repli sur un constructivisme minimal mais suffisant pour justifier socialement les expériences de pensée des économistes cherchant à économiser sur les coûts des processus d'essais – erreurs propres à la régulation par le marché :

Proposals to replace existing institutions with new ones thought up out of one's head are what F. A. Hayek has called "constructivism." Hayek himself has committed that offense, if it is one, with his own proposals for monetary and political reforms. The opposite approach to reform is sometimes called "letting the market decide. (...) (But) "The market" does not reason and decide. It is a metaphor: people interact on it. Academic analysis of and on-paper experimentation with alternative systems might avoid some of the « wild experimentation ». (...) Government nudge and « the market » need not to be inconsistent approaches (Yeager, 2010).

La faille : pourquoi une économie relevant des sciences de la nature devrait-elle être performée ?

A vrai dire, au plan épistémologique, l'institutionnalisation des pratiques économiques des économistes académiques peut paraître cohérente avec la naturalisation du système capitaliste postulée par la TEG et allant de pair avec la forme mathématique et probabiliste exclusive qu'a pris la théorie économique et financière. Désormais, la science économique *standard* est fondée sur l'idée que le capitalisme n'est pas une construction sociale et historique, mais un état de la nature, une de ses composantes appelée comme toute autre à être maîtrisée, exploitée, « mise en valeur » en mobilisant des technologies appropriées. L'équilibre général est alors moins une modélisation abstraite de référence, que l'état naturel – plus ou moins latent ou perturbé politiquement selon les approches - d'une société que ses marchés capitalistes dotent d'une capacité d'autorégulation. Cette naturalisation permet d'assimiler la science économique à une science naturelle et la « finance » à un art de l'ingénieur visant à exploiter au mieux cette nature. C'est pourquoi pour l'oligopole du discours autorisé, le critère ultime de validation scientifique du discours économique est pensé comme devant être celui supposé des sciences de la nature – une rigueur logique devant pouvoir s'exprimer sous une forme mathématique²⁷.

²⁷ Selon l'affirmation des NC, se plaçant sous l'autorité supérieure de R. Lucas pour qui la science économique doit être microfondée, i.e. fondée sur un modèle de comportement rationnel de l'individu supposé n'entretenir aucun lien de coopération avec d'autres, et sur une représentation des entités collectives - les agents représentatifs - comme simple addition d'individus homogènes ("holisme de la collection" selon V. Descombes). Pour une critique de cette recherche de légitimation du discours économique par les mathématiques via un pseudo-mimétisme entre science économique et sciences de la nature qui remonte à Walras, cf. Gutsatz, 1985.

Toutefois la cohérence entre naturalisation de l'économie et transformation des économistes académiques en agents économiques n'est qu'apparente, car d'un côté on a une hypothèse heuristique et de l'autre des pratiques effectives qui l'invalident. Les économistes libertariens, en effet, fournissent moins les moyens d'exploiter les ressources naturelles disponibles d'une économie préalablement donnée, qu'ils n'édicte les lois d'une économie idéale qu'ils tentent de performer, de faire advenir. La représentation naturaliste de l'économie apparaît donc *ad hoc* et a bien du mal à dissimuler une logique de reproduction élargie tous azimuts de la profession et de son pouvoir social. Après tout, si l'économie était une économie naturelle et non pas une économie capitaliste, il n'y aurait guère besoin d'économistes pour la performer ; le capitalisme n'a rien d'un produit de la nature, il est bien plutôt un produit de l'esprit libéral dans lequel se reconnaissent les économistes BLF.

Aussi, dans la transformation de l'économiste académique en ingénieur, en raison des conflits d'intérêts que cette confusion des rôles implique, le statut même de la science économique comme "science" est-il remis en cause. La technoscience économique, en effet, devient par là une science de l'enrichissement des économistes dont l'objectivité scientifique devient alors contestable pour deux raisons : d'abord parce qu'ils sont immergés – sans possibilité de s'en distancier - dans la matière qu'ils sont censés observer, comprendre et expliquer le plus objectivement possible ; ensuite et surtout, parce que la recherche de profit ou la soif d'argent qui tend alors à motiver l'activité scientifique peut conduire à déclarer comme scientifiquement établi tout modèle ou proposition qui non pas fait consensus parmi les savants, mais a seulement subi avec succès le test des marchés et permis à celui qui les a formulé de s'y enrichir²⁸. Certes dans les sciences de la nature, il apparaît légitime – dans une certaine mesure que les contraintes écologiques actuelles ne sont pas sans réduire fortement - que celles-ci débouchent sur des ingénieries qui transforment les savoirs théoriques en innovations pratiques permettant de mieux maîtriser et exploiter la nature, et dont une partie des bénéfices est légitimement redistribuée aux ingénieurs qui les ont mis au point. Mais dans les sciences qui portent sur les comportements des hommes en société et leurs institutions, il en va

²⁸ Comme tend à le montrer le compliment admiratif qu'en 1990 P. Samuelson adresse dans l'introduction du livre regroupant les travaux de son ancien étudiant préféré au MIT, Robert C. Merton. Economiste financier à la *Harvard Business School*, celui-ci obtiendra en 1997 le prix dit "Nobel" de la Banque de Suède avec M. Scholes avec qui il se lancera dans les affaires et fera faillite en 1999 avec le *mutual fund* LTCM. On le retrouve ensuite, jusqu'à tout récemment, au *Board de Dimensional Fund Advisers*, la firme de D. Booth et E. Fama (cf. encadré ci-dessus). Pour Samuelson, Robert C. Merton serait le plus *smart* des économistes qu'il ait connu, car à la fois riche parce que *smart* et *smart* parce que riche. Ce qu'on peut contraster avec les deux derniers des quatre impératifs qui sont au cœur de l'éthos scientifique ("des normes qui doivent guider le travail scientifique) selon Robert K. Merton (le père de Robert C.), spécialiste de la sociologie des sciences, à savoir : produire des énoncés universels, mettre en commun les résultats, *travailler de façon ouverte et désintéressée, et se soumettre à un scepticisme organisé* (cité in Pestre, 2006, c'est nous qui soulignons). En revanche le fils s'inspire beaucoup de l'article de 1949 du père concernant les *self fulfilling prophecies* pour soutenir que le rôle de la science économique est en quelque sorte de faire advenir dans les faits l'équilibre général théorisé par la théorie néoclassique (McKenzie, 2003).

tout autrement, car en ce cas, la distance du scientifique à la matière qu'il étudie pour la comprendre et en objectiviser la connaissance doit être construite; elle n'a en effet rien de "naturelle" puisque l'observateur humain lui-même fait partie de la matière à observer.

Conclusion

L'évolution à partir des années 1970 des théories économiques et financières dominantes, d'abord aux Etats-Unis puis plus largement dans le monde, conduit donc à penser que l'assimilation du discours économique à une science physique qui n'était jusque là qu'une tendance sous-jacente au développement de la pensée néoclassique, est devenu désormais un principe central de la structuration du champ de l'économie en tant que discipline académique internationale. Simultanément, l'ordre instauré dans ce champ par le bloc hégémonique des *Believers in Laissez Faire* a conduit à une modification de la sociologie de la profession des économistes qui pose des problèmes d'éthique scientifique. De ces transformations discursives et sociologiques, le statut de l'économiste, le mode de légitimation de sa parole, sa pratique à la fois théorique et politique ressortent profondément changés.

En dehors des Etats-Unis et du monde anglo-saxon, ces changements n'ont été sensibles que plus lentement et avec retard. C'est sans doute une chance, car dans le contexte de la crise actuelle, dont une partie des causes réside précisément dans cette transformation du champ de l'économie académique aux Etats-Unis, il est peut-être encore possible de réintégrer l'économie au sein des sciences humaines et sociales, condition nécessaire à nos yeux pour que puisse émerger un nouveau régime des idées et des pratiques monétaires et financières ouvert sur un monde plus stable, plus équilibré, plus équitable et plus démocratique que le monde libertarien actuel.

Bibliographie

Alchian Armen & Klein Benjamin (1973), « On a Correct Measure of Inflation », *Journal of Money, Credit and Banking*, 5(1) Part. 1, pp. 173-191.

Armatte Michel (2010), *La science économique comme ingénierie*, Paris, Editions de l'école des Mines.

Benetti Carlo (2001), "Monnaie, choix individuels et frictions", *Cahiers d'économie politique*, n°39, pp. 89-106.

Bernanke, Ben S. & Gertler, Mark (1999), « Monetary Policy and Asset Price Volatility », *Economic Review of the Federal Reserve Bank of Kansas City*, 4, pp. 17-51.

Bernstein L. (1992), *Capital Ideas*, New York, The Free Press.

Black Fisher [1970], « Banking and the Interest Rates in a World without Money », *Journal of Bank*

Research, Autumn, pp. 168-179.

Braun Benjamin, 2010, “On the Politics of economics: New Keynesian governability and the practice of onflation targeting”, Paper presented at the 7th *Pan-European Conference on International Relation*, september 9-11, Stockholm.

Brunner Karl & Meltzer Allan (1985), “The ‘New Monetary Economics’, Fiscal Issues and Unemployment”, *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy* 23 (November): 1-11.

Campbell John (1998), « Institutionnal Analysis and the Role of Ideas in Political Econmy », *Theory and Society*, 27(3), pp. 377-409.

Carré Emmanuel (2009), *La science et l’art du ciblage de l’inflation*, Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Montesquieu – Bordeaux IV.

Connor Kevin & Skomarovsky Matthew (2008), “The Summers Bubble”, *The American Prospect*, 17 novembre, http://prospect.org/cs/articles?article=the_summers_bubble

Cowen Tyler & Kroszner Randall (1987), « The Development of the New Monetary Economics », *Journal of Political Economy*, vol.95, n°31, pp.567-590.

Cowen Tyler & Kroszner Randall (1994), *Explorations in the New Monetary Economics*, Oxford UK and Cambridge USA, Blackwell.

Epstein Gerald & Carrick-Haggenbarth Jessica (2010), « Financial Economists, Financial Interests and Dark Corners of the Meltdown : It’s time to set Ethical Standards for the Economic Profession », *PERI Working Papers Series*, October.

Ferguson Charles (2010), « Larry Summers and the Subversion of Economics », *The Chronicle of Higher Education Review*, 3 octobre, <http://chronicle.com/article/Larry-Summersthe/124790/>

Fourcade Marion & Khurana Rakesh (2009), “From Social Control to Financial Economics: The Linked Ecologies of Economics and Business in Twentieth Century America”, in Camic C., Gross N., & Lamont M. (eds), *Making, Evaluating, and Using Social Science Knowledge: The Underground of Practice*, New York: Russell Sage Foundation.

Goodfriend Marvin (2007), “How the world achieved consensus on Monetary Policy,” in *NBER Working Paper Series*. WP 13580.

Goodfriend Marvin & King Robert (1997), “The New Neoclassical Synthesis and the Role of Monetary Policy,” in *NBER Macroeconomics Annual*. Ben S. Bernake & Julio J. Rotemberg, eds. Cambridge, MA: MIT Press. pp. 231– 83.

Greenfield Robert L., & Yeager Leland B. (1983), “A laisser-Faire approach to Monetary Stability”, *Journal of Money, Credit and Banking*, 15(3), pp. 302-315.

Gutsatz Michel (1985), *Economie, Physique, Mathématiques : De l’économie politique à la science économique (1776-1910)*, Thèse d’Etat, Université d’Aix Marseille II.

- Hayek Friedrich (1976), *The Denationalisation of Money*, (second extended edition) London, Institute of Economic Affairs.
- Hayek Friedrich A. (1979), "Toward a Free Market Monetary System", *Journal of libertarian Studies*, 3(1), pp. 1-8.
- Hessling A. & Pahl H. (2006), « The Global System of Finance. Scanning Talcott Parsons and Niklas Luhmann for Theoretical Keystones », *American Journal of Economics and Sociology*, Vol. 65, n° 1, pp. 189-218.
- Hicks John (1935), "A Suggestion for Simplifying the Theory of Money", *Economica*, new series, Vol. 2, n° 5, pp. 1-19.
- Hoover Kevin (1984), "Two Types of Monetarism", *Journal of Economic Literature*, 22(1), pp. 58-76.
- Hoover Kevin (1991), "Scientific Research Program or Tribe? A Joint Appraisal of Lakatos and the New Classical Macroeconomics", in Neil de Marchi & Mark Blaug (Eds), *Appraising Economic Theories* (pp. 364-394). Aldershot : Edgar Elgar.
- Iwai Katsuhito (1996), « The bootstrap theory of money: A search-theoretic foundation of monetary economics », *Structural Change and Economic Dynamics*, 7, pp. 451-477.
- Jobert Bruno & Muller Pierre (1987), *L'Etat en action*, Paris, PUF.
- Kates Steven (2010), « Influencing Keynes : The Intellectual Origins of the General Theory », *History of Economic Ideas*, XVIII(3), pp. 33-64.
- Kessler Adam (2010), "Cognitive dissonance, the Global Financial Crisis and the discipline of economics", *Real-World Economic Review*, n° 54.
- Knorr Cetina Karin & Bruegger Urs (2002), « Global Microstructures: The Virtual Societies of Financial Markets », *American Journal of Sociology*, 107(4), pp. 905-950.
- Lordon Frédéric ((1999), "Croyances économiques et pouvoir symbolique", *L'Année de la régulation*, 3, pp. 169-210.
- Lucas Robert (1972), "Expectations and the Neutrality of Money", *Journal of Economic Theory*, 4, pp. 103-124
- Lucas Robert (1995), "Monetary Neutrality. Prize Lecture", *Economic Sciences*, december 7, pp. 491-513.
- MacKenzie Donald (2001), « Physics and Finance : S-Terms and Modern Finance as a Topic for Science Studies », *Science, Technology, & Human Values*, Vol. 26, n° 2, pp. 115-144.
- MacKenzie Donald (2003), « Long-Term Capital Management and the sociology of arbitrage », *Economy and Society*, Vol. 32, n° 3, pp. 349-380.
- Mankiw N. Gregory (2006), « The Macroeconomist as a Scientist and Engineer », *Journal of*

Economic Perspectives, 20(4), 29-46.

Marquès Pereira Jaime (à paraître), article RR, dossier AL.

McCallum Benneth T. (2004), “Monetary Policy in Economies with Little or No Money”, *Pacific Economic Review*, 9, pp. 81-92.

McCallum Benneth T. (2010), “Alternatives to the Fed?”, *Cato Journal* 30(3), pp. 439-449.

McKinnon Ronald I. (1973). *Money and Capital in Economic Development*, Washington, DC: Brookings Institution.

Mckinnon John & T. W. Farnam (2009), « Hedge Fund Paid Summers \$5.2 Million in Past Year », *The Wall Street Journal*, 5 avril.

Mehrling Perry (2000), *Understanding Fisher Black*, Barnard College, Columbia University, mimeo.

Mehrling Perry (2005), *The Development of Macroeconomics and the Revolution in Finance*, Barnard College, 26 août, Columbia University, mimeo.

Melamed Leo (1972), « A Futures Market in Currency », allocution à la *New York Society of Security analysts*, New York, 19 avril, www.leomelamed.com/essays/72-fut.htm.

Melamed Leo (1996), « The Birth and Development of Financial Futures », allocution au *China Futures Seminar*, Shen Zhen, Guangdong Province, 25 avril, www.leomelamed.com/essays/96-China.htm

Merton Robert (1990), *Continuous Time Finance*, Oxford, Basil Blackwell.

Mirowski Philip (1989), “The Probabilistic Counter-Revolution, or How Stochastic Concepts came to Neoclassical Economic Theory”, *Oxford Economic Papers*, New Series, 41(1), pp. 217-235.

Morin François (2011). *Un monde sans Wall Street ?*, Paris, Seuil.

O’Driscoll Gerald (1985), “Money: Menger’s evolutionary theory”, *Research Paper n° 8508*, Federal Reserve Bank of Dallas.

Orléan André (1999), *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob.

Orléan André (2009), « La sociologie économique de la monnaie », in François Vatin et Philippe Steiner (éds.), *Traité de sociologie économique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009, chapitre 6, pp. 209-246.

Ortiz Horacio (2009), « Investors and Efficient Markets : The Everyday Imaginaries of Investment Management », *Economic Sociology_The European Electronic Newsletter*, 11(1), pp. 34-40.

Pestre Dominique (2006), *Introduction aux Sciences Studies*, Paris, La Découverte – Repères.

Roig Alexandre (2007), *La monnaie impossible : la convertibilité argentine de 1991*, Thèse EHESS, Paris.

- Schmidt-Hebbel Klaus (2011), « Central banking in Latin America: changes, achievements, challenges », Lecture prepared for the *Fifth High-Level Seminar of the Eurosystem and Latin American Central Banks*, Documentos Ocasionales, n° 1102, Banco de España.
- Sinapi Christine (2010), « Fondements institutionnels de "l'hypothèse d'instabilité financière" de Minsky : apports à une analyse des propositions de régulation financière », Communication au 1^{er} Congrès de l'Association Française d'Economie Politique, décembre, Sciences-Po Lille.
- Thabet Slim (2009), *L'économie politique du capitalisme raisonnable. Essai sur les fondements institutionnalistes de la pensée économique de John Maynard Keynes*, Thèse de doctorat, Université de Picardie Jules Verne, Amiens.
- Théret Bruno (2008a), « L'argent de la mondialisation : en quoi pose-t-il des problèmes éthiques ? Un point de vue régulationniste commonsien », *Sociétés politiques comparées*, n° 10, décembre, <http://www.fasopo.org/reasopo.htm>
- Théret Bruno (2008b), « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, 59(4), pp. 813-841.
- Tobin James (1999), "Financial Globalization: Can National Currencies Survive?", Keynote Address to the *Annual World Bank Conference on Development Economics*, 1998, Cowles Foundation Papers n° 985, Yale University.
- Tymoigne Eric (2003), « Keynes and Commons on Money », *Journal of Economic Issues*, XXXVII (3), pp. 527-545.
- Van der Ploeg Frederick (2005), « Back to Keynes ? », *CEsifo Economic Studies* 51(4), Munich.
- Wallace Neil (1983), "A Legal Restrictions Theory of the Demand for "Money" and the Role of Monetary Policy", *Federal Reserve Bank of Mineapolis Quaterly Review*, (winter), pp. 1-7.
- Weitzman Hal (2009), « Funding : The generosity of a quiet Kansas man », *Financial Times*, january 26th.
- Whalen Charles (2008a), « John R. Commons and John Maynard Keynes on Economic History and Policy : The 1920s and Today », *Journal of Economic Issues*, XLII (1), pp. 249-253.
- Whalen Charles (2008b), « A Minsky Moment : Reflections on Hyman P. Minsky (1919-1996) », *Journal of Economic Issues*, XLII (1), pp. 249-253.
- Whitley Richard (1986), "The transformation of business finance into financial economics: the roles of academic expansion and changes in US capital market", *Accounting, Organisations and Society*, 11(2), pp. 171-192.
- Widmaier Wesley (2003), « Constructing Monetary Crises : New Keynesian Understandings and Monetary Cooperation in the 1980s », *Review of International Studies*, 29(1), pp. 61-77.
- Widmaier Wesley (2005), « Tradeoffs, Dilemmas and Trinities : A revisionist History of Economic

Ideas and the Social Barriers to Cooperation », Paper prepared for *2005 Meeting of International Studies Association*, St. Joseph's University, Philadelphia.

Woodford Michael (1998), "Doing without Money: Controlling Inflation in a Post-Monetary World", *Review of Economic Dynamics*, 1, pp. 173-219.

Woodford, Michael (2000), "Monetary Policy in a World without Money", *International Finance*, 3(2), pp. 229-260.

Yeager Leland (1997), "Austrian Economics, Neoclassicism, and the market Test", *Journal of Economic Perspectives*, 11 (4), pp. 153-165.

Yeager Leland (1999), "Should Austrians Scorn General-Equilibrium Theory?", *Review of Austrian Economics*, 11, pp. 19-30.

Yeager Leland (2010), "Privatizing Money", *Cato Journal*, 30(3), pp. 417-438.